

Economie : « Des signes positifs et des perspectives »

Bilan et perspectives économiques, situation de l'emploi, formation, avenir de la chimie, projet Hambrégie, intercommunalité. Josette Michel, sous-préfète de Sarreguemines, n'élude aucun sujet d'actualité.

Sur le front économique, 2012 a été marquée par la fermeture de Hollmann et l'absence de projet d'implantation.

« Notre secteur n'est pas épargné par la crise et des conflits sociaux ont nécessité une forte implication de la sous-préfecture et des services de l'Etat. Même si la conjoncture n'est pas bonne, des signes d'espoir éclairent notre bassin d'emploi. De gros investissements sont en cours à Smart (220 M€) ce qui donne un gage de pérennité au site automobile, à Continental avec le projet Cap 2014 qui assure 1 500 emplois, à Fonderie Lorraine devenue ZF, chez Leach qui développe un pôle de recherche et développement à Sarralbe et Sécofab qui a embauché. Ce sont de réels signes d'espoirs. Les zones de Woustviller et de Sarreguemines sont pleines. Seul le Pays de Bitche souffre de son enclavement et de l'absence de zonage AFR (ndlr, aide à finalité régionale, l'équivalent de l'ancienne prime d'aménagement du territoire). Mais des perspectives intéressantes se dessinent dans le bâtiment relais existant. »

L'INTERVIEW

Le projet Hambrégie est-il toujours d'actualité ?

« Direct Energie a mené une fusion-absorption du groupe Poweo. Ils ont confirmé par écrit leur intention de s'installer sur l'Europôle 2. A condition que tous les contentieux en cours soient purgés. Autre élément, le commissaire enquêteur a donné

un avis favorable à la révision du plan local d'urbanisme de Hambrégie. Ce qui donne désormais une sécurité juridique à tous les projets envisagés sur le ban communal et ne concerne pas que Hambrégie. »

L'autre inquiétude concerne l'avenir de la chimie et au premier chef Ineos à Sarralbe.

« L'interrogation porte sur deux points : le contrat d'approvisionnement en éthylène de Sarralbe par Carling arrive à échéance fin 2015 et le projet de maintenance du vapocraqueur 2 de Total en 2019. Des discussions entre les deux groupes sont en cours. Il ne faudrait pas que la mise en place du plan de prévention des risques technologiques soit un alibi pour qu'Ineos se désengage. L'Etat consent un gros engagement financier pour faciliter la réduction des risques à la source et rendre le coût de cette procédure plus supportable à l'entreprise. Sur le projet de pipeline européen, l'Etat fera tout pour le maintien des plateformes pétrochimique et chimique de Carling et de Sarralbe. »

Après une embellie en 2010, le taux de chômage se dégrade sérieusement sur notre zone d'emploi.

« Il atteint 9,2 % au 3^e trimestre contre 10,1 en Moselle et 10,3 en Lorraine. En un an, le chômage s'est aggravé sur le bassin de 8 % en catégorie A. Celui des jeunes progresse de 6,5 % et celui des plus de 50 ans de 19,3 %. Fin octobre, on comptabilisait 6 339 demandeurs d'emploi. Dans 60 entreprises de l'arrondissement, 353 salariés



« On enregistre une grosse chute des offres dans l'intérim alors que le BTP et l'hôtellerie-restauration manquent toujours de main-d'œuvre », constate Josette Michel, sous-préfète. Photo RL.

(dont 110 chez Hollmann) ont été licenciés l'an dernier contre 100 un an auparavant. »

En matière de contrats de revitalisation ou de formation, quelles ont été les actions en 2012 ?

« Nous avons beaucoup travaillé auprès des jeunes et des entreprises sur la promotion de l'alternance, le suivi des contrats aidés et la mise en place de la plateforme décrochage qui a concerné 310 jeunes sur le bassin de Sarreguemines dont 72 pris en charge par la Mission locale. Au second semestre, le

service public de l'emploi a porté ses efforts sur les emplois d'avenir. Des perspectives existent en maisons de retraite et dans de petites collectivités. »

Le schéma départemental sur les intercommunalités est figé jusqu'à quelle date ?

« A long terme, on doit arriver à une intercommunalité unique mais le préfet a suggéré le statu quo. On laisse le soin aux deux structures du Pays de Bitche de travailler ensemble. La rationalisation entraîne la dissolution des syndicats mixtes du CES de Puttelange et de Grosblieders-

troff, du Sivu touristique du Pays de Bitche et prochainement du syndicat mixte des communes. Une étude est engagée pour définir les conditions de reprise des compétences exercées (ordures ménagères et haut débit) par les intercommunalités du Pays de Bitche. L'arrondissement a été précurseur en étant le premier à fusionner les trois structures de Bitche, Volmunster et du Pays du Verre et du cristal. »

Propos recueillis par Fabien SIEGWART.